



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'environnement
de l'aménagement et du logement**

**La DEAL REUNION recherche
un Volontaire du Service Civique
pour
Appui à l'instruction des autorisations d'urbanisme
Appui à l'instruction des Déclarations d'Intention d'Aliéner**

TYPE D'OFFRE :

Thématiques : Urbanisme/Habitat

Statut : Volontaire au service civique (VSC)

Durée : 1 an (renouvelable 1 an)

Date de début du contrat : 01/01/2024

Le montant de l'indemnité est celui du Volontariat de service civique

Direction : Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DEAL) de La Réunion

Service : Antenne territoriale Sud (Saint-Pierre)

Niveau d'études : bac +2

Dépôt des candidatures : 31/12/23

DESCRIPTION DE L'OFFRE

Service de l'État sous l'autorité du Préfet, la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DEAL) de La Réunion pilote les politiques du Ministère de la Transition Écologique (MTE) et du Ministère de la Cohésion des Territoires (MCT) et participe à leur mise en œuvre.

La DEAL Réunion est chargée :

- d'élaborer et mettre en œuvre les politiques de l'État en matière d'environnement, de développement et d'aménagement durables ;
- d'élaborer et mettre en œuvre les politiques de l'État en matière de logement, notamment l'offre de logement, la lutte contre l'habitat indigne et la rénovation urbaine ;
- de veiller à l'intégration des principes et objectifs de développement durable dans la mise en œuvre des actions conduites par l'État ;
- d'évaluer ou faire évaluer l'impact environnemental de ces actions ;
- d'assister les autorités administratives dans leur rôle d'autorité environnementale sur les plans, programmes et projets ;

- de contribuer à la définition de la stratégie du ministère et des établissements publics en région et piloter sa mise en œuvre ;
- de promouvoir la participation des citoyens dans l'élaboration des projets du ministère ayant une incidence sur l'environnement ou à l'aménagement du territoire ;
- de contribuer à l'information, la formation et l'éducation des citoyens aux enjeux du développement durable ;
- de contribuer à sensibiliser les citoyens aux risques (naturels ou technologiques).

Les missions sont situées au sein de l'antenne territoriale sud, à Saint-Pierre, sous le contrôle hiérarchique et fonctionnel du responsable de l'antenne sud.

MISSIONS :

Participer à la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en produisant l'avis de l'État sur les autorisations d'urbanisme.

Depuis le 28 septembre 2018, les communes non dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé doivent instruire leurs autorisations d'urbanisme (permis de construire, déclaration préalable, permis d'aménager) selon les règles du code de l'urbanisme, communément appelées le règlement national d'urbanisme. Sur chacune d'entre elles, l'État doit porter un avis conforme préalable à la délivrance.

> La mission du VSC consiste à participer à la rédaction des avis de l'État en poursuivant un objectif de lutte contre l'étalement urbain et en garantissant l'équilibre entre les différents usages du sol :

- Localiser et analyser le projet en identifiant les enjeux du territoire à l'aide de l'outil cartographique QGIS
- Saisir toute instance et notamment la commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, en tant que de besoin
- Instruire l'avis de l'État et proposer un avis argumenté, favorable ou défavorable, sur les projets

Participer à l'atteinte des objectifs de l'article 55 de la loi SRU en matière de constructions de logements aidés.

Le 30 décembre 2020, le préfet de la réunion a pris un arrêté de carence, respectivement à l'encontre de la commune de l'Entre-Deux et de la commune de Petite-Ile, en application de l'article L.302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH). Ces dernières n'ayant pas respecté l'obligation de production de logements aidés qui leur ont été assignée pour l'exercice triennal 2020-2022, l'arrêté de carence emporte notamment, le transfert au compte de l'État du Droit de Prémption Urbain dans les conditions définies à l'article L.210-1 du Code de l'Urbanisme. Le bilan triennal 2020-2022, actuellement en cours d'évaluation, pourrait également conclure sur l'entrée en carence d'autres communes de l'arrondissement sud pour la période 2022-2025.

> La mission du VSC consiste à participer à la rédaction des avis de l'État sur les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) les parcelles mises en vente par leurs propriétaires, en poursuivant l'objectif d'y réaliser des opérations de logements aidés :

- Participer à l'instruction en localisant les parcelles mises en vente, et en identifiant les enjeux du territoire et les caractéristiques permettant la construction de logements aidés à l'aide de l'outil cartographique QGIS

- Proposer un avis argumenté, favorable ou défavorable à l'acquisition par voie de pré-emption par l'Etat
- Rédiger les courriers de réponse

PROFIL CANDIDAT/E

- niveau d'études : bac +2
- capacité à gérer des délais et hiérarchiser les tâches, organisation, rigueur et méthode
- pratique des outils de géomatique
- connaissance du territoire réunionnais
- compétence en urbanisme appréciée
- compétences rédactionnelles

CONTACTS – RENSEIGNEMENTS SUR LE CONTENU DE LA MISSION

Olivier URIEN, chef d'antenne sud

Mail : olivier.urien@developpement-durable.gouv.fr

Tel : 02 62 40 25 02

Ou

Mme Sylvie BARONCE, adjointe du chef d'antenne sud

Mail: sylvie.baronce@developpement-durable.gouv.fr

Tel : 02 62 40 25 03

CANDIDATURE

Les candidatures (lettre de motivation et CV détaillé à l'attention de M. Le Directeur de l'Aménagement et du développement durable) sont à adresser par courriel au SGC à l'adresse suivante : sgc-mobilite-recrutement@reunion.gouv.fr en copie à : olivier.urien@developpement-durable.gouv.fr

Date limite de candidature : 31/12/2023

Entretien de recrutement au fil de l'eau (présentiel ou visio)